

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DU
COMTÉ D'ARGENTEUIL
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE WENTWORTH**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 2018-002
RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX**

ATTENDU QUE la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q., c. T-11.001) détermine les pouvoirs du conseil en matière de fixation de la rémunération;

ATTENDU QUE le conseil désire adopter un règlement relatif au traitement des élus municipaux;

ATTENDU QUE les fonctions de maire et de conseillers requièrent plusieurs heures de travail et comportent de nombreuses responsabilités et qu'elles sont une source de dépense de toutes sortes pour ceux qui les occupent;

ATTENDU QUE le territoire de la municipalité est déjà régi par un règlement sur le traitement des élus municipaux, mais que, de l'avis du conseil, il y a lieu d'actualiser ledit règlement et de la rendre plus conforme aux réalités contemporaines;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance ordinaire du 4 décembre 2017;

ATTENDU QU'un avis public a été donné au moins 21 jours avant la séance d'adoption du présent règlement conformément à l'article 9 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q., c. T-11.001) ;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Gilles Ouellette et décrété que le Conseil de la Municipalité du Canton de Wentworth ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit, savoir:

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 OBJET

Le présent règlement fixe une rémunération de base annuelle ainsi qu'un montant d'allocation de dépense pour le maire et pour chaque conseiller de la municipalité, le tout pour l'exercice financier de l'année 2018 et les exercices financiers suivants.

ARTICLE 3 RÉMUNÉRATION DE BASE DES ÉLUS MUNICIPAUX

La rémunération de base annuelle du maire est fixée à 14 646\$ et celle de chaque conseiller est fixée à 4 882\$, celle-ci correspondant au tiers de celle du maire.

ARTICLE 4 ALLOCATION DE DÉPENSES

Tout membre du conseil de la municipalité reçoit en plus de la rémunération de base, une allocation de dépenses d'un montant égal à la moitié du montant de la rémunération de base tel que décrété à l'article 3, soit une allocation de dépenses de 7 323\$ pour le maire et 2 441\$ pour chacun des conseillers.

ARTICLE 5 MODALITÉS DE VERSEMENT

La rémunération et l'allocation de dépenses décrétées aux articles 3 et 4 seront calculées sur une base annuelle. Ces rémunérations seront payables en douze (12) versement égaux à la fin de chaque mois.

En cas d'absence d'un membre du conseil pour plus que deux (2) réunions régulières du conseil, le salaire annuel sera déduit en conséquence.

ARTICLE 6 AUTRES DÉPENSES

En outre des rémunérations ci-haut mentionnées, le conseil pourra aussi autoriser le paiement de dépenses de voyage et autres dépenses réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la municipalité, pourvu qu'elles aient été autorisées par résolution du conseil.

Pour réclamer le remboursement d'une dépense autorisée, l'élu devra présenter au secrétaire-trésorière, le formulaire fourni par la municipalité dûment complété et signé.

ARTICLE 7 INDEXATION

La rémunération de base sera indexée à la hausse pour chaque exercice financier suivant celui de l'entrée en vigueur du présent règlement.

L'indexation consiste dans l'augmentation, pour chaque exercice, du montant applicable pour l'exercice précédent d'un pourcentage correspondant aux taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada établi par Statistique Canada au 30 septembre de l'année antérieure pour chaque exercice financier suivant.

ARTICLE 7 ABROGATION

Le présent règlement abroge le « Règlement numéro 2015-003 pour modifier le règlement numéro 2011-002-01, relatif au traitement des élus municipaux » ou tout autre règlement adopté en semblable matière.

ARTICLE 8 LANGAGE

En cas de divergence entre les textes français et anglais, le texte français prévaut.

ARTICLE 9 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement a effet à compter du 1^{er} janvier 2018 et entrera en vigueur conformément à la loi.

Jason Morrison
Maire

Natalie Black
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Avis de motion donné: le 4 décembre 2017
Adoption du règlement: le 15 janvier 2018
Avis public: le 17 janvier 2018